# Rapport financier

2022

Là, pour la vie.

Retraites Populaires

Arrivée de la vachette en bois Marguerite, œuvre de l'artiste vaudoise Camille Scherrer, acquise par la commission culturelle de Retraites Populaires.
© Valentin Dubach 2013-2023

**Edito et chiffres clés**

**Comptes annuels 2022**

**Rapport de l'organe de révision**

**Illustration couverture**

Animation par la compagnie O'Chap au cours de la soirée de remise du Prix Solidarité de Retraites Populaires à 6 lauréats pour leurs projets favorisant l'intégration et l'épanouissement de la jeunesse du canton de Vaud.

# Edito et chiffres clés

# Un exercice équilibré avec un encaissement favorable

**Retraites Populaires affiche un résultat équilibré avec une performance nette négative de 7.0% mais avec des encaissements très favorables. Notre institution accélère la transition énergétique en doublant le budget annuel destiné aux rénovations. De plus, Retraites Populaires lance son initiative « Bien vivre sa retraite » afin d'adapter son offre à l'évolution démographique.**

## Seniors : Nouvelles prestations

Depuis 1907, Retraites Populaires a comme mission de faciliter l'accès de solutions et services de prévoyance à l'ensemble de la population vaudoise. Avec l'évolution démographique et le vieillissement de la population, cet objectif reste d'actualité. Il s'inscrit d'ailleurs dans les priorités du Département vaudois de la santé et de l'action sociale (DSAS) avec son projet « Vieillir 2030 ».

Dès 2019, notre institution de droit public a entamé des réflexions pour adapter son offre de prestations à cette évolution démographique. Dès cette année, nous avons le plaisir de démarrer les premières actions liées à notre initiative « Bien vivre sa retraite ».

Cette offre de prestations repose sur quatre axes : proposer des solutions d'assurance adaptées à chaque étape de la retraite, faciliter l'accès aux prêts hypothécaires pour les seniors établis dans le Canton de Vaud, développer des logements adaptés accompagnés de services et adapter les bâtiments existants aux besoins des seniors dans les diverses régions du Canton. Cette contribution innovante de Retraites Populaires est, dès lors, complémentaire aux actions mises en place par les collectivités publiques.

En matière de placements, l'année 2022 a évolué dans un environnement difficile marqué par la guerre en Ukraine et le retour de l'inflation. Dans ce contexte, Retraites Populaires a enregistré une performance nette négative de 7.0 %. Les réserves constituées au cours des précédentes années permettent de compenser ce résultat. Néanmoins, ce résultat doit être mis dans une perspective de moyen terme qui montre une performance positive moyenne de 2.4 % sur les cinq dernières années. De plus, grâce aux mesures prises sur le plan actuariel ces dernières années, les besoins de rendement pour couvrir les engagements restent stables à 1.38 % en 2022 contre 1.40 % en 2021.

Au niveau des encaissements, Retraites Populaires a réalisé de très bons résultats. Avec un montant de CHF 820 millions, il s'agit du deuxième meilleur résultat de l'histoire de notre institution. Environ CHF 48.5 millions de ce montant proviennent de la reprise des engagements de la caisse de pensions des retraités du groupe Castolin. L'activité de gestion de mandats poursuit son développement très favorable avec la reprise de la gestion administrative des assuré.e.s et pensionné.e.s de la caisse de pensions de la Ville de Fribourg, au 1er janvier 2023. Ainsi, la plateforme proposée par Retraites Populaires gère, à ce jour, plus de 210'000 assuré.e.s et pensionné.e.s au moyen d'outils informatiques modernes.

## Un secteur immobilier en évolution

Pendant l'année écoulée, notre institution a étoffé son parc en faisant l'acquisition de sept nouveaux immeubles pour une valeur totale de CHF 70 millions. Parmi les nouvelles acquisitions, citons l'immeuble sis Rue du Centre à Saint-Sulpice, issu de l'intégration du groupe Castolin.

A relever également deux nouveaux projets de construction, les Coteaux de la Venoge à Échandens et Métamorphose à Lausanne qui s'inscrivent pleinement dans la stratégie du programme « Bien vivre sa retraite », puisque les habitantes et habitants de ces logements adaptés pourront, également, bénéficier du soutien d'une référente sociale.

Retraites Populaires renforce également sa politique de rénovation proactive. Elle met en particulier l'accent sur le maintien de la qualité des logements et la réduction de la consommation énergétique. La rénovation de l'immeuble Maladière à Chavannes-près-Renens illustre cette volonté. Outre l'optimisation énergétique au niveau de l'enveloppe, le bâtiment a aussi bénéficié de l'installation d'une chaudière à bois.

Cette volonté va s'intensifier durant l'année en cours avec un doublement du budget annuel destiné aux rénovations. But de l'opération : accélérer la transition énergétique des immeubles afin d'atteindre une réduction des émissions de $CO_2$ de 35 % d'ici 2030 et un objectif de niveau d'émission très proche de la neutralité carbone à l'horizon 2040-2045.

Claude Romy - Président du Conseil d'administration et Philippe Doffey - Directeur général © Chris Blaser

## Une mutuelle engagée et citoyenne

En août dernier, Retraites Populaires a distingué six projets à l'occasion du Prix Solidarité 2022. Devant 160 convives, les lauréats d'institutions actives dans le Canton de Vaud, se sont partagés une enveloppe totale de CHF 180'000.- Le but de notre attribution était de valoriser des initiatives centrées sur la solidarité et la jeunesse du Canton de Vaud.

Ce rôle d'entreprise citoyenne responsable se décline également dans notre stratégie de placements. Depuis plusieurs années, Retraites Populaires déploie une politique d'investissement responsable, en prenant en compte les critères ESG, avec une Charte et des objectifs de réductions des émissions de $CO_2$ clairs en matière de placements mobiliers.

Cette stratégie s'observe également dans le financement d'un programme de recherches dédié à l'investissement responsable et ses impacts, réalisé par Enterprise for Society Center (E4S), pôle de compétences qui regroupe l'UNIL, l'EPFL et l'IMD. Il a livré trois études sur le sujet dont la dernière concerne le rôle de la finance dans la transition énergétique. Par ailleurs, Retraites Populaires poursuivra ses investissements dans des infrastructures dédiées au service public comme elle l'a déjà fait ces dernières années.

Fondée sur des valeurs humaines fortes, Retraites Populaires se donne comme mission d'assurer une équité dans son environnement de travail. Preuve en est avec la récente nomination de Patricia Colelough et Evelyne Chatelan à la codirection des Ressources humaines. Ensemble, elles définissent la stratégie et les objectifs de ce domaine important.

En conclusion, 2022 a été une année riche en événements qui a confirmé la solidité de Retraites Populaires. De plus, notre institution continuera de se projeter avec des investissements importants dans tous les domaines majeurs du Canton de Vaud.

**Claude Romy**
Président du Conseil d'administration

**Philippe Doffey**
Directeur général

## Retraites Populaires au 31 décembre 2022

**8.3 mrds**

Total du bilan (CHF)

**-7.0 %**

Performance nette

**118’158**

Affiliés

**820 mios**

Encaissement de primes nettes (CHF)

**9**

Mandats sous gestion

# Retraites Populaires et mandats cumulés au 31 décembre 2022

## Gestion de mandats

**28.6 mrds**
Total des fonds sous gestion (CHF)

**2.0 mrds**
Prêts aux particuliers et corporations publiques (CHF)

**2.3 mrds**
Encaissements de primes nettes (CHF)

**15’336**
Appartements

**211’618**
Affiliés

Immeuble rénové à Saint-Sulpice

# Comptes annuels 2022

# Table des matières

**BILAN AU 31 DÉCEMBRE** ..... **3**

**COMPTE DE RÉSULTAT** ..... **4**

**TABLEAU DE FLUX DE FONDS** ..... **5**

**ANNEXE AUX COMPTES** ..... **6**

1. PRÉAMBULE ..... 6
2. FORME JURIDIQUE ET BUT ..... 6
3. PRINCIPES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES ..... 7
   - *3.1. Principes d'évaluation et de présentation des comptes ..... 7*
   - *3.2. Modification des principes comptables, d'évaluation et de présentation des comptes ..... 8*
4. NOTES AU BILAN ..... 9
   - *4.1. Autres créances et immobilisations ..... 9*
   - *4.2. Actifs de régularisation ..... 9*
   - *4.3. Placements des capitaux ..... 10*
   - *4.4. Autres dettes ..... 11*
   - *4.5. Provisions non techniques ..... 11*
   - *4.6. Provisions techniques d'assurance ..... 12*
   - *4.7. Objectifs et calcul de la réserve de fluctuation de valeurs ..... 12*
   - *4.8. Degré de couverture ..... 13*
5. NOTES AU COMPTE DE RÉSULTAT ..... 14
   - *5.1. Primes brutes ..... 14*
   - *5.2. Autres produits de l'activité d'assurance ..... 14*
   - *5.3. Prestations d'assurance brutes ..... 14*
   - *5.4. Frais d'acquisition et de gestion ..... 14*
   - *5.5. Autres charges techniques ..... 15*
   - *5.6. Résultat des placements de capitaux ..... 16*
   - *5.7. Coûts de la gestion de fortune ..... 16*
   - *5.8. Autres charges financières ..... 17*
   - *5.9. Autres produits et autres charges ..... 17*
   - *5.10. Charges et produits extraordinaires ..... 17*
6. AUTRES ÉLÉMENTS ..... 18
   - *6.1. Instruments financiers dérivés en cours (ouverts) ..... 18*
   - *6.2. Engagements de versements complémentaires ..... 18*
   - *6.3. Mise en gage d'actif ..... 19*
   - *6.4. Engagements conditionnels ..... 19*
   - *6.5. Honoraires versés à l'organe de révision ..... 19*
   - *6.6. Engagements envers l'institution de prévoyance ..... 19*
   - *6.7. Evénements postérieurs à la date du bilan ..... 19*

## Bilan au 31 décembre

| Actif | Note | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|---|---|---|
| **Liquidités** | | **96 038 596** | **36 462 163** |
| **Créances** | | **12 857 395** | **13 617 092** |
| Auprès de preneurs d'assurance | | 3 823 707 | 2 816 818 |
| Avoirs auprès d'institutions d'assurance et de réassurance | | 1 419 628 | 2 358 389 |
| Autres créances et immobilisations | 4.1 | 7 614 059 | 8 441 885 |
| **Parts des réassureurs dans les provisions techniques** | 4.7 | **104 420 673** | **102 621 060** |
| **Actifs de régularisation** | 4.2 | **56 772 556** | **53 624 255** |
| **Placements de capitaux** | 4.3 | **8 061 719 919** | **8 710 690 194** |
| Dépôts bancaires, fonds du marché monétaire et autres créances de placement | | 58 030 641 | 187 606 009 |
| Obligations libellées en CHF | | 1 064 405 408 | 1 104 525 877 |
| Obligations libellées en monnaies étrangères | | 1 376 637 653 | 1 616 040 888 |
| Actions de sociétés suisses | | 667 325 443 | 829 099 835 |
| Actions de sociétés étrangères | | 839 694 780 | 1 016 407 516 |
| Titres de gages immobiliers | | 734 827 770 | 715 864 452 |
| Immobilier direct et indirect suisse | | 2 117 418 974 | 1 932 931 421 |
| Placements privés | | 415 396 752 | 436 432 783 |
| Obligations convertibles | | 270 996 617 | 380 330 298 |
| Autres placements | | 516 985 883 | 491 451 116 |
| | | **8 331 809 139** | **8 917 014 765** |

| Passif | | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|---|---|---|
| **Dettes** | | **88 043 095** | **81 220 880** |
| Engagements envers d'autres institutions d'assurance et de réassurance | | 1 063 350 | 1 134 953 |
| Engagements envers des agents, des preneurs d'assurance ou d'autres ayants-droit | | 52 609 852 | 39 987 992 |
| Autres dettes | 4.4 | 34 369 893 | 40 097 935 |
| **Dépôts résultant de la réassurance cédée** | | **55 992 939** | **58 710 104** |
| **Passifs de régularisation** | | **94 520 971** | **86 731 490** |
| Primes payées d'avance et prestations à payer | | 53 938 893 | 52 810 010 |
| Autres | | 40 582 078 | 33 921 480 |
| **Provisions non techniques** | 4.5 | **36 925 400** | **36 876 000** |
| **Provisions techniques d'assurance brutes** | 4.6 | **7 700 324 467** | **7 575 899 170** |
| **Réserve de fluctuation de valeurs** | 4.7 | **356 002 267** | **992 442 791** |
| **+ Fonds libres / - découvert** | | **0** | **85 134 329** |
| Situation au 1er janvier | | 85 134 329 | 0 |
| Variation fonds libres dissolution (-) / (attribution (+) | | - 85 134 329 | 85 134 329 |
| | | **8 331 809 139** | **8 917 014 765** |

Adopté par le Conseil d'administration
dans sa séance du 3 avril 2023
Au nom du Conseil d'administration

Claude Romy, président
Joël Wagner, vice-président

Certifiés conformes aux écritures
Le 3 avril 2023
Au nom de la Direction

Philippe Doffey, directeur général
Eric Birchmeier, directeur

## Compte de résultat

| Compte de résultat technique de l'assurance | Note | 2022 | 2021 |
|---|---|---|---|
| **Produits de l'activité technique d'assurance** | | **822 695 028** | **723 083 068** |
| Primes acquises pour propre compte | | 820 391 161 | 720 171 468 |
| Primes brutes | 5.1 | 830 843 631 | 732 090 056 |
| Primes brutes cédées aux réassureurs | | - 10 452 470 | - 11 918 588 |
| Autres produits de l'activité d'assurance | 5.2 | 2 303 868 | 2 911 600 |
| **Charges de l'activité technique d'assurance** | | **- 924 461 584** | **- 887 672 487** |
| **Prestations d'assurance pour propre compte** | | **- 764 917 794** | **- 791 436 008** |
| Prestations d'assurance brutes | 5.3 | - 777 313 775 | - 802 513 294 |
| Prestation d'assurance : part des réassureurs | | 12 395 981 | 11 077 285 |
| **Variations des provisions mathématiques** | 4.7 | **- 122 625 684** | **- 62 693 767** |
| Variation des provisions techniques brutes | | - 124 425 297 | - 72 607 355 |
| Variation des provisions techniques : part des réassureurs | | 1 799 613 | 9 913 589 |
| **Frais d'acquisition et de gestion** | 5.4 | **- 35 865 170** | **- 32 942 444** |
| **Autres charges techniques** | 5.5 | **- 1 052 937** | **- 600 269** |
| **Résultat technique de l'assurance** | | **- 101 766 556** | **- 164 589 420** |

| Compte de résultat non technique | | | |
|---|---|---|---|
| **Résultat net des placements** | | **- 618 548 083** | **522 544 537** |
| Résultat des placements de capitaux | 5.6 | - 615 985 810 | 501 699 419 |
| Autres produits financiers | | 29 402 | 23 577 255 |
| Autres charges financières | 5.8 | - 2 591 675 | - 2 732 137 |
| **Autres produits** | 5.9 | **68 820 702** | **68 591 281** |
| **Autres charges** | 5.9 | **- 69 704 916** | **- 81 622 649** |
| **Résultat non technique** | | **- 619 432 297** | **509 513 169** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Résultat avant variation de la réserve de fluctuation de valeurs et impôts** | | **- 721 198 853** | **344 923 749** |
| **Impôts directs** | | **- 376 000** | **- 361 821** |
| **Résultat avant variation de la réserve de fluctuation de valeurs** | | **-721 574 853** | **344 561 928** |
| **Variation de la réserve de fluctuation de valeurs dissolution (+) / attribution (-)** | 4.8 | 636 440 524 | - 259 427 599 |
| **Variation fonds libres dissolution (+) / (attribution (-)** | 4.8 | 85 134 329 | - 85 134 329 |
| Résultat de l'exercice | | 0 | 0 |

## Tableau de flux de fonds

| | 2022 | 2021 |
|---|---|---|
| **Résultat avant variation de la réserve de fluctuation de valeurs** | **- 721 574 853** | **344 561 928** |
| Variation de la réserve de fluctuation de valeurs | - 636 440 524 | 259 427 599 |
| Variation fonds libres | - 85 134 329 | 85 134 329 |
| **Amortissements / Corrections de valeurs sur** | **704 190 624** | **- 422 290 332** |
| Autres créances | - 3 000 | 2 000 |
| Placements Immobiliers directs | 4 320 978 | 2 394 319 |
| Titres et autres placements | - 388 000 | - 17 939 805 |
| Bénéfices et pertes réalisés sur les placements financiers | 6 382 578 | - 13 309 644 |
| Plus-moins values non réalisées sur les placements financiers | 693 878 068 | - 382 437 203 |
| Immobilisations | 0 | - 10 999 999 |
| **Augmentation / diminution des** | **124 474 697** | **114 865 878** |
| Provisions techniques d'assurances | 124 425 297 | 99 229 177 |
| Provisions non techniques | 49 400 | 15 636 701 |
| **Augmentation / diminution des actifs et passifs** | **- 39 149 318** | **- 156 590 267** |
| Créances résultant d'opérations d'assurance | - 68 128 | - 896 000 |
| Autres créances | 830 827 | 3 776 264 |
| Parts des réassureurs dans les provisions techniques | - 1 799 613 | - 10 012 968 |
| Comptes de régularisation actifs | - 3 148 301 | 3 358 287 |
| Placements de capitaux | - 55 223 348 | - 149 503 489 |
| Dettes résultant d'opérations d'assurances | 12 550 257 | - 1 270 427 |
| Autres dettes | 2 636 673 | 447 229 |
| Dépôts pour réassurances cédées | - 2 717 165 | - 1 440 561 |
| Comptes de régularisation passifs | 7 789 481 | - 1 048 603 |
| **Tableau de flux de trésorerie provenant de l'activité d'exploitation** | **67 941 150** | **- 119 452 792** |
| **Flux de trésorerie provenant de l'activité d'investissement** | **- 1** | **13 030 000** |
| Immobilisations financières et autres immobilisations | - 1 | 13 030 000 |
| **Flux de trésorerie provenant de l'activité de financement** | **- 8 364 715** | **- 13 760 185** |
| Placements institutions tierces | - 847 765 | - 510 685 |
| Placements CP ECA-RP | - 7 516 950 | - 13 249 500 |
| **Total des flux** | **59 576 433** | **- 120 182 977** |
| **Etat des liquidités au 01.01.** | **36 462 163** | **156 645 140** |
| Augmentation / diminution (-) nette des liquidités | 59 576 433 | - 120 182 977 |
| **Etat des liquidités au 31.12.** | **96 038 596** | **36 462 163** |

# Annexe aux comptes

## 1. Préambule

Sauf indication contraire, les chiffres figurant dans le bilan, le compte de résultat et les tableaux sont exprimés en franc suisse, arrondis au franc. Les totaux peuvent par conséquent ne pas correspondre exactement à la somme des composants.

## 2. Forme juridique et but

Retraites Populaires institution de droit public ayant la personnalité morale, pratique toutes les formes de l'assurance sur la vie et combinaisons d'assurance de personnes.

L'activité de Retraites Populaires est régie par la Loi du 26 septembre 1989 sur Retraites Populaires (ci-après LRP) ainsi que par le Règlement du 5 janvier 1990 d'organisation de Retraites Populaires édicté par le Conseil d'Etat du Canton de Vaud. Le Conseil d'Etat est l'autorité compétente pour contrôler l'ensemble des activités de Retraites Populaires.

Retraites Populaires peut assumer la gérance d'institution de pensions ou d'assurance.

Les coordonnées de Retraites Populaires sont les suivantes :

Retraites Populaires
Case postale 288
Rue Caroline 9
1001 Lausanne

Téléphone : 021 348 21 11
Fax : 021 348 21 69

E-mail : info@retraitespopulaires.ch
Site internet : www.retraitespopulaires.ch

# 3. Principes d'évaluation et de présentation des comptes

## 3.1. Principes d'évaluation et de présentation des comptes

Les comptes annuels de Retraites Populaires sont établis selon la Loi ainsi que les différents règlements et directives qui régissent l'activité de Retraites Populaires ainsi que, à titre supplétif, par les dispositions sur la comptabilité commerciale du code suisse des obligations.

Toutes les valeurs en monnaies étrangères sont converties en francs suisses aux cours des devises du dernier jour ouvrable de l'année.

Les provisions économiquement nécessaires, liées à un risque spécifique, sont portées directement en diminution des actifs correspondants (correctifs d'actifs).

### Placements de capitaux

Les placements de capitaux doivent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats (principe de True and fair view).

### Dépôts bancaires, Autres créances de placement, Obligations libellées en CHF, Obligations libellées en monnaies étrangères, Titres de gages immobiliers

Les placements collectifs sont évalués à la valeur boursière ou à la dernière valeur nette d'inventaire connue.

Les autres positions figurent au bilan pour la somme effectivement due à l'institution.

### Actions de sociétés suisses, Actions de sociétés étrangères

Les placements collectifs sont évalués à la valeur boursière ou à la dernière valeur nette d'inventaire connue.

Les actions non cotées sont évaluées sur la base du dernier cours connu.

Les instruments dérivés sont évalués à la valeur de marché.

### Immobilier direct suisse

Hormis les placements collectifs, les immeubles sont évalués à la valeur actuelle obtenue par la capitalisation des états locatifs au taux de 4.55 % au 31 décembre 2022 (4.7 % au 31.12.2021) applicable à l'ensemble du parc immobilier. Ce taux est adapté chaque année sur la base des données financières et économiques disponibles, ainsi que des données issues du portefeuille immobilier. La différence entre le prix de revient d'acquisition des immeubles en exploitation et la valeur actuelle à l'entrée en jouissance est imputée sur une durée de maximum 5 ans.

Les terrains à bâtir, ceux à développer (zone intermédiaire ou autres) et les projets sont évalués à leur valeur d'acquisition augmentée des frais de développement et d'étude, sous déduction des correctifs d'actifs nécessaires afin de pallier toute baisse de valeur dont lesdits terrains ou projets pourraient être l'objet.

Les parts de coopératives figurent au bilan à la valeur d'acquisition.

### Infrastructures

Hormis les placements collectifs, les valeurs au bilan sont en principe évaluées à la valeur du marché. La valeur du marché correspond au prix fixé sur un marché.

Si exceptionnellement aucune valeur de marché n'est disponible, une valeur actuelle est définie à partir d'un modèle d'évaluation.

S'il n'est pas possible de déterminer cette valeur actuelle, l'évaluation et l'inscription au bilan est effectuée à son coût d'acquisition ou son coût de revient.

Les amortissements contractuels et les correctifs de valeur nécessaires sont comptabilisés.

Immobilier indirect suisse, Placements privés, Obligations convertibles, Placements alternatifs, Matières premières, Immobilier étranger, Autres placements

Les placements collectifs sont évalués à la valeur boursière ou à la dernière valeur nette d'inventaire connue.

Couverture de risque de change

Les instruments dérivés sont évalués à la valeur de marché.

Immobilisations

Les immobilisations financières ainsi que les participations sont constituées des titres de créances ou de titres de participation évalués selon le principe de la valeur la plus basse.

Provisions techniques d'assurance

Retraites Populaires utilise des tables techniques basées sur les observations des compagnies d'assurance privées.

Les tarifs et bases techniques validées par l'expert technique sont approuvés par le Conseil d'Etat.

Les différentes bases techniques et méthodes de constitution de provisions techniques sont récapitulées dans le règlement actuariel et appliquées aux présents comptes annuels.

Provisions du compte non technique

Les provisions non techniques visent à couvrir les risques opérationnels non imputables au compte technique.

Autres positions

Les autres positions figurent à la valeur nominale.

### 3.2. Modification des principes comptables, d'évaluation et de présentation des comptes

Les charges liées aux couvertures de change sont considérées comme des frais d'administration et de gestion et non plus comme des coûts directement déduits de la valeur du capital investi dans les placements collectifs ; les chiffres de l'exercice 2021 ont été retraités.

# 4. Notes au bilan

## Actif

### 4.1. Autres créances et immobilisations

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|---|---|
| Créances sur les institutions gérées par Retraites Populaires | 4 699 491 | 5 282 796 |
| Créances liées aux opérations de placements | 4 076 363 | 3 129 919 |
| Administrations fiscales | 653 487 | 844 094 |
| Autres | 209 389 | 960 747 |
| Immobilisations | 5 330 | 5 329 |
| Correctif d'actif | - 2 030 000 | - 1 781 000 |
| **Etat au 31 décembre** | **7 614 059** | **8 441 885** |

Les immobilisations représentent un montant relativement faible, elles ont été regroupées avec les autres créances

#### Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent les titres de participation et les titres de créance qui ne sont pas détenues dans une optique purement de placements de capitaux.

#### Participations

Retraites Populaires ne détient pas de participation et n'établit pas de comptes consolidés.

### 4.2. Actifs de régularisation

Ce poste est principalement constitué de frais d'acquisition non encaissés. L'activation de ces frais ne s'effectue que sur les produits à primes périodiques des assurances de capitaux ; les frais d'acquisition sont chargés dans chaque prime périodique encaissée tandis que l'acquisition est réellement payée par Retraites Populaires dès la souscription. Ceci représente donc une avance de commission, qui ne sera totalement amortie qu'à la fin du contrat. Chaque année, une attribution ou un prélèvement est effectué sur la valeur au bilan.

Les comptes de régularisation actifs comprennent également le prorata d'intérêts et d'autres délimitations temporelles.

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|---|---|
| Frais d'acquisition activés | 54 932 267 | 52 925 372 |
| Intérêts courus | 205 761 | 515 658 |
| Autres comptes transitoires | 1 634 529 | 183 225 |
| **Etat au 31 décembre** | **56 772 556** | **53 624 255** |

## 4.3. Placements des capitaux

S'appuyant sur un règlement de placement, le Conseil d'administration a déterminé une allocation des actifs qui fixe les limites pour les différentes classes de placements.

En 2022, l'allocation basée sur les valeurs de marché se présente comme suit :

| Répartition des placements | 31.12.2022 | | Allocation | | | 31.12.2021 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | en milliers de CHF | en % | Bornes inférieures | Allocation cible | Bornes supérieures | en milliers de CHF | en % |
| Dépôts bancaires, fonds du marché monétaire et autres créances de placement | 58 031 | 0.72 | 0.0 | **2.5** | 5.5 | 187 606 | 2.15 |
| Obligations libellées en CHF | 1 064 405 | 13.20 | 9.5 | **14.5** | 19.5 | 1 104 526 | 12.68 |
| Obligations libellées en monnaies étrangères | | | | | | | |
| - Obligations gouvernementales | 629 618 | 7.81 | 7.5 | **10.5** | 13.5 | 723 203 | 8.30 |
| - Obligations d'entreprises | 357 988 | 4.44 | 2.5 | **5.5** | 8.5 | 432 476 | 4.96 |
| - Obligations d'entreprises haut rendement | 157 613 | 1.96 | 0.0 | **2.0** | 4.0 | 198 444 | 2.28 |
| - Obligations marchés émergents | 231 418 | 2.87 | 0.0 | **2.0** | 4.0 | 261 917 | 3.01 |
| Actions de sociétés suisses | 667 325 | 8.28 | 3.5 | **7.5** | 11.5 | 829 100 | 9.52 |
| Actions de sociétés étrangères | | | | | | | |
| - Actions pays développés | 660 344 | 8.19 | 4.5 | **8.5** | 12.5 | 792 715 | 9.10 |
| - Actions pays émergents | 179 351 | 2.22 | 0.0 | **2.0** | 4.0 | 223 692 | 2.57 |
| Titres de gages immobiliers | 734 828 | 9.12 | 6.0 | **9.0** | 12.0 | 715 864 | 8.22 |
| Immobilier suisse direct et indirect | | | | | | | |
| Immobilier suisse direct | 1 981 926 | 24.58 | 17.0 | **22.0** | 27.0 | 1 774 763 | 20.37 |
| Immobilier suisse indirect | 135 493 | 1.68 | 0.0 | **1.5** | 4.5 | 158 169 | 1.82 |
| Placements privés | 415 397 | 5.15 | 0.0 | **4.0** | 8.0 | 436 433 | 5.01 |
| Obligations convertibles | 270 997 | 3.36 | 1.0 | **4.0** | 7.0 | 380 330 | 4.37 |
| Autres placements | | | | | | | |
| - Immobilier étranger | 246 277 | 3.05 | 0.0 | **2.5** | 5.5 | 236 365 | 2.71 |
| - Infrastructures | 217 347 | 2.70 | 0.0 | **2.0** | 4.0 | 210 188 | 2.41 |
| - Autres* | 53 361 | 0.66 | | | | 44 898 | 0.52 |
| **Total** | **8 061 720** | **100** | | **100** | | **8 710 690** | **100** |

* Y compris opérations de couverture, hors allocation d'actif

La méthodologie d'évaluation des différents placements est décrite au chapitre 3.1 de l'annexe.

## Passif

### 4.4. Autres dettes

Les dépôts institutions tierces représentent les placements effectués à moyen terme par RP fondation de prévoyance.

La Caisse de pensions ECA-RP dispose de sa propre politique de placements comprenant une créance équivalente à la quote-part de son allocation d'actif investie en immobilier direct suisse auprès de Retraites Populaires. A partir de l'exercice 2017, la Caisse a décidé d'investir directement dans cette classe d'actif et la créance auprès de Retraites Populaires est réduite en fonction des investissements réalisés. Le rendement de cette créance est fixé en fonction de la performance nette des placements de la classe d'actif immobilier direct suisse.

Les fonds dédiés de Retraites Populaires correspondent notamment au fonds mécénat et solidarité.

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|---|---|
| Dépôts institutions tierces | 14 559 197 | 15 406 963 |
| Dépôt Caisse de pensions ECA-RP | 6 734 590 | 14 251 540 |
| Fonds dédiés Retraites Populaires | 1 875 202 | 1 754 600 |
| Dettes envers les institutions gérées par Retraites Populaires (comptes courants) | 698 265 | 759 986 |
| Dettes liées aux opérations de placements | 6 954 378 | 5 220 765 |
| Dettes envers les administrations fiscales et assurances sociales | 354 307 | 393 567 |
| Autres | 3 193 954 | 2 310 514 |
| **Autres dettes** | **34 369 893** | **40 097 935** |

### 4.5. Provisions non techniques

Les provisions non techniques de la gestion de mandats sont destinées à couvrir les risques opérationnels découlant de l'activité de gestion d'institutions de prévoyance.

En droit du bail, diverses procédures usuelles opposant Retraites Populaires propriétaire à des locataires d'immeubles sont pendantes. En outre, quelques contestations ponctuelles, relatives le plus souvent au versement de prestation de retraite ou d'invalidité, opposent des assurés à Retraites Populaires. Les risques connus sont analysés par notre service juridique et, en cas de besoins, les provisions nécessaires sont constituées à la rubrique « Autres provisions non techniques ». Cette rubrique comporte également les réserves affectées.

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 | Variations |
|---|---|---|---|
| Provisions non techniques de la gestion de mandats | 17 877 400 | 18 504 000 | **- 626 600** |
| Autres provisions non techniques | 19 048 000 | 18 372 000 | **676 000** |
| **Provisions non techniques** | **36 925 400** | **36 876 000** | **49 400** |

## 4.6. Provisions techniques d'assurance

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 | Mouvements au compte de résultat * |
|---|---|---|---|
| Provisions mathématiques et avoirs des assurés actifs | 3 662 902 392 | 3 591 177 695 | - 71 724 697 |
| Provisions mathématiques des pensionnés | 3 523 722 357 | 3 447 654 157 | - 76 068 200 |
| Provisions mathématiques coassurance / réassurance | 49 306 917 | 54 173 998 | 4 867 081 |
| Provisions mathématiques brutes | 7 235 931 666 | 7 093 005 850 | - 142 925 816 |
| Provisions techniques | 464 392 801 | 482 893 320 | 18 500 519 |
| **Provisions techniques d'assurance brutes** | **7 700 324 467** | **7 575 899 170** | **- 124 425 297** |
| Parts des réassureurs dans les provisions techniques | - 104 420 673 | - 102 621 060 | 1 799 613 |
| **Provisions techniques d'assurance nettes** | **7 595 903 794** | **7 473 278 110** | **- 122 625 684** |

* Augmentation des provisions techniques = charges (-) ; diminution des provisions techniques = produits (+)

## 4.7. Objectifs et calcul de la réserve de fluctuation de valeurs

La réserve de fluctuation de valeurs sert à compenser les éventuelles baisses de cours des placements. Ce dispositif vise à empêcher que Retraites Populaires, suite à des mouvements à court terme sur les marchés financiers, ne se retrouve en situation de découvert et soit obligée de prendre des mesures d'assainissement.

L'objectif de la réserve de fluctuation de valeurs est fixé sur la base des expériences du passé, de l'allocation des actifs 2022 et de leur volatilité, soit une approche basée sur la valeur à risque conditionnelle à 1 an avec un seuil de confiance de 99 %, dont il découle un objectif déterminé de 13,1 % des engagements (2021 : 13.1%).

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|---|---|
| Réserve de fluctuation de valeurs au 1er janvier | 992 442 791 | 733 015 192 |
| Attribution (+) / dissolution (-) de l'exercice | - 636 440 524 | 259 427 599 |
| **Réserve de fluctuation de valeurs au 31 décembre** | **356 002 267** | **992 442 791** |
| **Réserve de fluctuation de valeurs (en % du total des engagements)** | **4.6%** | **13.1%** |

**Son objectif est de :**

| | | |
|---|---|---|
| **Total des engagements** | **7 700 324 467** | **7 575 899 170** |
| **Objectif** | **1 008 742 505** | **992 442 791** |
| **Objectif (en % du total des engagements)** | **13.1%** | **13.1%** |

Le résultat de l'exercice 2022 a entraîné un prélèvement à la réserve de fluctuation de valeurs, laquelle atteint 35 % de son objectif (2021 : 100%).

Les risques de pertes avérées ou connues liés à une action, un immeuble, un prêt ou tout autre placement, n'entrent pas en ligne de compte. Ils font l'objet, le cas échéant, d'un correctif d'actif de la classe de placements concernée.

## 4.8. Degré de couverture

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|---|---|
| **Provisions techniques d'assurance brutes** | **7 700 324 467** | **7 575 899 170** |
| Réserve de fluctuation de valeurs | 356 002 267 | 992 442 791 |
| + Fonds libres / - Découvert | 0 | 85 134 329 |
| **Fortune disponible** | **8 056 326 734** | **8 653 476 290** |
| | | |
| **Degré de couverture** | **104.62%** | **114.22%** |

Au 31 décembre 2022, les provisions mathématiques et provisions techniques sont intégralement couvertes par les autres éléments du bilan de l'institution.

# 5. Notes au compte de résultat

## Compte de résultat technique de l'assurance

### 5.1. Primes brutes

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|---|---|
| | **830 843 631** | **732 090 056** |
| Contrats d'assurance individuels | 268 760 471 | 222 956 587 |
| Polices de libre passage | 250 111 901 | 245 811 222 |
| Contrats d'assurance collectifs | 311 971 259 | 263 322 247 |

### 5.2. Autres produits de l'activité d'assurance

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|---|---|
| | **2 303 868** | **2 911 600** |
| Produits de réassurance | 155 426 | 353 013 |
| Variations des frais d'acquisition activés | 2 006 894 | 2 216 789 |
| Autres produits d'assurance | 141 548 | 341 798 |

### 5.3. Prestations d'assurance brutes

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|---|---|
| | **777 313 775** | **802 513 294** |
| Contrats d'assurance individuels | 247 148 200 | 234 676 768 |
| Polices de libre passage | 279 755 556 | 305 639 445 |
| Contrats d'assurance collectifs | 250 410 019 | 262 197 081 |

### 5.4. Frais d'acquisition et de gestion

Les frais de la gestion de mandats sont répartis d'une part entre Retraites Populaires et les autres mandants et d'autre part entre l'administration et l'acquisition sur la base des éléments de la comptabilité analytique.

Les autres frais d'administration comprennent notamment les frais d'organe de révision, d'experts actuariels et autres travaux techniques.

Les éléments de facturations spécifiques de la gestion de mandats sont également imputés à cette rubrique.

Les autres frais d'acquisition comprennent notamment les frais d'examen médicaux et le droit de timbre offert.

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|---|---|
| **Frais d'acquisition et de gestion** | **35 865 170** | **32 942 444** |

| | | |
|---|---|---|
| **Coûts d'administration** | **16 253 707** | **15 011 796** |
| Conseil d'administration* | 339 712 | 339 305 |
| Coûts de la gestion de mandats imputés à RP | 15 022 319 | 13 649 272 |
| Autres frais d'administration | 891 677 | 1 023 219 |
| **Coûts d'acquisition** | **19 611 463** | **17 930 647** |
| Coûts de la gestion de mandats imputés à RP | 6 438 137 | 5 849 688 |
| Commissions d'acquisition versées | 10 468 105 | 9 801 056 |
| Marketing et publicité | 2 362 383 | 2 109 573 |
| Autres frais d'acquisition | 342 838 | 170 330 |

*Outre le montant mentionné ci-avant, les frais du Conseil d'administration comprennent un montant de CHF 182'900 (2021 : CHF 174'900) inclus à la rubrique « Autres frais généraux courants » des charges de la gestion de mandats (voir ci-après 5.9).

## 5.5. Autres charges techniques

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|---|---|
| **Autres charges techniques** | **1 052 937** | **600 269** |
| Autres charges techniques | 49 004 | 26 553 |
| Participations aux excédents attribuées | 1 003 933 | 573 716 |

## Compte de résultat non technique

### 5.6. Résultat des placements de capitaux

La performance nette par catégorie de placements s'établit comme suit :

| Eléments du bilan | 2022 | | | 2021 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| (Méthode Hambourgeoise) | Capital moyen investi | Performance nette selon rapport annuel | | Capital moyen investi | Performance nette selon rapport annuel | |
| | en CHF | en CHF | en % | en CHF | en CHF | en % |
| Dépôts bancaires, fonds du marché monétaire et autres créances de placement | 136 950 008 | - 797 386 | -0.58 | 220 422 722 | - 1 654 419 | -0.75 |
| Obligations libellées en CHF | 1 141 230 576 | - 108 207 324 | -9.48 | 1 122 669 576 | 10 350 818 | 0.92 |
| Obligations libellées en monnaies étrangères | 1 638 300 692 | - 253 341 271 | -15.46 | 1 643 305 954 | - 60 446 586 | -3.68 |
| Actions de sociétés suisses | 796 400 637 | - 131 154 744 | -16.47 | 689 395 929 | 156 222 043 | 22.66 |
| Actions de sociétés étrangères | 1 020 699 355 | - 186 288 836 | -18.25 | 888 017 633 | 154 844 981 | 17.44 |
| Titres de gages immobiliers | 728 797 137 | 10 710 643 | 1.47 | 698 257 604 | 9 949 457 | 1.42 |
| Immobilier direct et indirect suisse | 2 019 154 615 | 83 476 776 | 4.13 | 1 894 012 317 | 89 018 129 | 4.70 |
| Placements privés | 421 446 039 | 15 165 997 | 3.60 | 328 162 254 | 141 143 056 | 43.01 |
| Obligations convertibles | 375 524 838 | - 67 543 220 | -17.99 | 358 423 107 | - 9 924 858 | -2.77 |
| Autres placements | 499 757 007 | 21 993 556 | 4.40 | 461 689 366 | 12 196 799 | 2.64 |
| **Performance des placements** | **8 778 260 903** | **- 615 985 810** | **-7.02** | **8 304 356 462** | **501 699 419** | **6.04** |

La performance nette, calculée par division du résultat net des placements par le capital moyen investi est de - 7.02 % (+ 6.04 % en 2021).

### 5.7. Coûts de la gestion de fortune

La législation dans le domaine de la prévoyance professionnelle impose aux institutions de prévoyance de mentionner distinctement l'ensemble des coûts en relation avec la gestion des placements. Afin de permettre la comparaison avec les autres mandants de Retraites Populaires, les tableaux ci-après mentionnent également les coûts inclus dans les résultats des placements collectifs.

| | 2022 | 2021 |
|---|---|---|
| **Frais et coûts de gestion de la fortune** | **59 198 610** | **48 815 066** |
| Commission de gestion plateforme | 8 846 981 | 8 930 930 |
| Frais d'administration et de gestion | 2 347 085 | 2 974 333 |
| Coûts directement déduits de la valeur du capital investi dans les placements collectifs | 48 004 543 | 36 909 803 |

| | | |
|---|---|---|
| **Taux de transparence des placements** | **100%** | **100%** |

| | | |
|---|---|---|
| **Pourcentage des frais de gestion de fortune comptabilisés dans le compte d'exploitation par rapport à la totalité des placements transparents en matière de frais** | **0.73%** | **0.56%** |
| Frais de gestion de fortune | 59 198 610 | 48 815 066 |
| Placements transparents en matière de frais (100 %) | 8 061 719 919 | 8 710 690 194 |

L'augmentation de ces coûts en 2022 résulte essentiellement du décalage temporel dans la prise en compte des commissions de performance suite au résultat exceptionnel des placements privés au cours de l'exercice 2021 ; ce décalage influence le pourcentage des frais de gestion de fortune à hauteur d'environ 0.14%.

## 5.8. Autres charges financières

| | 2022 | 2021 |
|---|---|---|
| **Autres charges financières** | **2 591 675** | **2 732 137** |
| Rendement octroyé à la Caisse de pensions ECA-RP (voir ci-avant 4.4) | 630 542 | 724 912 |
| Intérêts sur réassurance | 1 901 374 | 1 960 236 |
| Autres | 59 760 | 46 989 |

## 5.9. Autres produits et autres charges

| | 2022 | 2021 |
|---|---|---|
| **Autres Produits** | **68 820 702** | **68 591 281** |
| **Produits de la gestion de mandats** | **68 499 104** | **67 798 777** |
| **Produits hors gestion de mandats** | **321 598** | **792 504** |

Afin de déterminer le résultat comptable issu de l'activité de gestion d'institutions, une imputation interne est effectuée entre la gestion de mandats et les autres activités de Retraites Populaires.

| | 2022 | 2021 |
|---|---|---|
| **Autres Charges** | **- 69 704 916** | **- 81 622 649** |
| **Charges de la gestion de mandats** | **- 68 499 104** | **- 67 798 777** |
| Traitements et charges sociales | - 51 467 939 | - 50 482 838 |
| Variations des provisions non techniques | 626 600 | - 2 326 500 |
| Autres frais généraux courants | - 17 657 766 | - 14 989 439 |
| **Charges hors gestion de mandats** | **- 1 205 811** | **- 13 823 873** |
| Variations nettes des autres provisions non techniques | - 842 000 | - 13 377 900 |
| Variations correctifs d'actifs sur créances | 3 000 | - 2 000 |
| Autres charges | - 366 811 | - 361 285 |
| Contribution en faveur de l'Etat en contrepartie de sa garantie* | 0 | - 82 687 |

*La contribution en faveur de l'Etat en contrepartie de sa garantie à charge de l'exercice est calculée en fonction du niveau atteint par la réserve de fluctuation de valeurs de l'exercice précédent et de son objectif.

## 5.10. Charges et produits extraordinaires

Néant.

# 6. Autres éléments

## 6.1. Instruments financiers dérivés en cours (ouverts)

Au 31 décembre, les postes d'instruments dérivés ouverts sont les suivants (en CHF) :

| | 31.12.2022 | | 31.12.2021 | |
|---|---|---|---|---|
| | Valeur de remplacement nette | Volume net des contrats (vente) | Valeur de remplacement nette | Volume net des contrats (vente) |
| Opérations à terme sur devises | 43 978 297 | 2 132 789 285 | 33 721 364 | 1 766 998 141 |

Ces opérations sont effectuées en couverture partielle des risques de marché ou de change découlant des placements. Les valeurs de remplacement nettes sont comptabilisées au bilan et présentées auprès de la même classe d'actif que les placements sous-jacents. Les opérations de couverture du risque de change figurent sur une rubrique distincte de l'allocation d'actif.

## 6.2. Engagements de versements complémentaires

| Classe d'actifs | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|---|---|
| **Placements de capitaux** | | |
| Dépôt bancaires, fonds du marché monétaire et autres créances de placement | 39 160 103 | 26 928 123 |
| Actions de sociétés suisses non cotées (en CHF) | 292 800 | 0 |
| Obligations libellées en CHF | 3 000 000 | 3 000 000 |
| Titres de gages immobiliers | 27 942 352 | 38 977 570 |
| Immobilier direct suisse | 10 689 000 | 2 000 000 |
| Placements privés | 187 581 998 | 163 341 760 |
| Immobilier étranger | 84 057 236 | 75 604 044 |
| Infrastructures mobilières étrangères | 24 072 086 | 24 974 246 |
| **Total des engagements versements complémentaires** | **376 795 575** | **334 825 744** |

Les engagements découlant des dépôts bancaires, fonds du marché monétaire et autres créances de placements ainsi que des obligations, des titres de gages immobiliers et des infrastructures mobilières suisses direct proviennent des limites de crédits accordées mais pas appelées à la date de clôture par le débiteur (crédits de constructions et crédits de correction fluviale par exemple).

La rubrique immobilier direct suisse est constituée par l'engagement conditionnel de l'institution d'acquérir un immeuble avec une entrée en jouissance au-delà de la date de clôture.

Les autres positions en relation avec les placements de capitaux, à savoir les placements privés, l'immobilier étranger et les infrastructures mobilières étrangères, sont issues de la souscription de placements collectifs. Les sommes ci-dessus représentent les appels de fonds non effectués.

## 6.3. Mise en gage d'actif

Les cédules hypothécaires grevant notre parc immobilier sont déposées au siège de l'institution. Elles sont toutes à la libre disposition de Retraites Populaires.

Un compte bancaire a été nanti à hauteur de CHF 18'795 à titre de garantie de loyer pour nos locaux commerciaux de Nyon.

## 6.4. Engagements conditionnels

### Cash-pooling

Dans le cadre de la gestion de ses liquidités, Retraites Populaires a conclu un accord de trésorerie (cash-pooling) avec différentes institutions gérées et un établissement bancaire.

## 6.5. Honoraires versés à l'organe de révision

| **Honoraires organe de révision** | **2022** | **2021** |
|---|---|---|
| (Frais et TVA compris) | | |
| | **211 485** | **194 900** |
| Prestations en matière de révision | 184 900 | 184 900 |
| Autres prestations de service | 26 585 | 10 000 |

Les honoraires versés à l'organe de révision comprennent les honoraires pour des mandats faisant référence directement ou indirectement à un mandat de révision existant ainsi que les honoraires pour les activités liées à l'audit (entre autres les questions relatives à la comptabilité ou le support pour des questions réglementaires).

## 6.6. Engagements envers l'institution de prévoyance

La Caisse de pensions ne présente pas de découvert au 31 décembre 2022.

## 6.7. Evénements postérieurs à la date du bilan

Néant.

# Rapport de l'organe de révision

Ernst & Young SA
Avenue de la Gare 39a
Case postale
CH-1002 Lausanne

Téléphone : +41 58 286 51 11
Téléfax : +41 58 286 30 04
www.ey.com/ch

Au Conseil d'administration de
**Retraites Populaires, Lausanne**

Lausanne, le 3 avril 2023

# Rapport de l'organe de révision

## Rapport sur l'audit des comptes annuels

### Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Retraites Populaires (« l'institution »), comprenant le bilan au 31 décembre 2022, le compte de résultat, le tableau de flux de fonds pour l'exercice clos à cette date ainsi que l'annexe, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes annuels (pages 10 à 26) sont conformes à la loi suisse, à la loi sur les Retraites Populaires et aux « Directives techniques sur les principes applicables à l'établissement et à la publication des comptes annuels et du rapport annuel de gestion de Retraites Populaires ».

### Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels » de notre rapport. Nous sommes indépendants de l'institution, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et avons satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au conseil d'administration. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes annuels et de notre rapport correspondant.

Notre opinion sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune conclusion d'audit sous quelque forme que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes annuels ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent par ailleurs comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

**Responsabilités du conseil d'administration relatives aux comptes annuels**
Le conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels conformément à la loi suisse, à la loi sur les Retraites Populaires et aux « Directives techniques sur les principes applicables à l'établissement et à la publication des comptes annuels et du rapport annuel de gestion de Retraites Populaires ». Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, le conseil d'administration est responsable d'évaluer la capacité de l'institution à poursuivre l'exploitation. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité de l'institution à poursuivre ses activités et d'établir le bilan sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf si le conseil d'administration a l'intention de liquider l'institution ou de cesser l'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

**Responsabilités de l'expert technique**
Le Conseil d'Etat désigne pour la vérification, en plus de l'organe de révision, un expert technique. Conformément à l'Art. 11 al. 2 de la Loi sur les Retraites Populaires, ce dernier est chargé de contrôler le bilan technique annuel qui est établi par un actuaire-conseil désigné par le Conseil d'administration en dehors de Retraites Populaires. Par ailleurs, l'expert technique examine périodiquement, si l'institution offre la garantie qu'elle peut faire face durablement à ses engagements et que les intérêts des assurés de l'institution ne paraissent pas menacés.

**Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels**
Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Une plus ample description de nos responsabilités relatives à l'audit des comptes annuels est disponible sur le site Internet d'EXPERTsuisse : http://expertsuisse.ch/fr-ch/audit-rapport-de-revision. Cette description fait partie intégrante de notre rapport.

## Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément à l'art. 728a, al. 1, ch. 3, CO et à la NAS-CH 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis

Ernst & Young SA

Marco Schmid
(Qualified
Signature)

Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)

Vincent Zünd
(Qualified
Signature)

**Photos**

© Jean-Bernard Sieber : couverture
© Valentin Dubach : sommaire
© Chris Blaser : éditorial

**Coordination**

Nicole Samuel Manzo (Service de communication de Retraites Populaires)
www.retraitespopulaires.ch/rapports

**Mise en page et web design**

blossom communication
www.blossom-com.ch

**Conception technique (site rapport & PDF)**

Ergopix Sàrl
www.ergopix.com

# Là, pour la vie.

Nous vous accompagnons à chaque étape.
Grâce à trois agences réparties dans le canton de Vaud,
nous vous offrons un service de proximité.

**retraitespopulaires.ch**

**Lausanne (siège)**
Rue Caroline 9
Case postale 288
1001 Lausanne
Tél. 021 348 21 11

**Yverdon-les-Bains**
Rue de la Plaine 51
1401 Yverdon-les-Bains
Tél. 021 348 28 21

**Nyon**
Rue Neuve 4
1260 Nyon 1
Tél. 021 348 20 20